

MRC DU HAUT-RICHELIEU
SÉANCE ORDINAIRE

MERCREDI
LE 12 MARS 2014

Séance ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu tenue le douzième jour de mars deux mille quatorze, à dix-neuf heures trente (19h30), à l'endroit ordinaire des séances, à laquelle sont présents son honneur le préfet, M. Michel Fecteau, Saint-Jean-sur-Richelieu, et les conseillers régionaux suivants:

M. Roland-Luc Béliveau, Lacolle, Mme Suzanne Boulais, Mont-Saint-Grégoire, Mme Andrée Clouâtre, Henryville, M. Jacques Landry, Venise-en-Québec, M. Claude Leroux, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, M. Luc Mercier, Saint-Alexandre, M. Denis Rolland, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Mme Renée Rouleau, Saint-Georges-de-Clarenceville, M. Réal Ryan, Noyan, M. Martin Thibert, Saint-Sébastien, M. Mario Van Rossum, Sainte-Brigide-d'Iberville et conformément à l'article 210.27 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. 0-9), Mme Christiane Marcoux, conseillère municipale de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Substitut : M. Jules Bergeron pour M. le maire Jacques Desmarais, Saint-Blaise-sur-Richelieu.

Absence motivée : M. Pierre Chamberland, Saint-Valentin.

Le Conseil siégeant avec quorum sous la présidence du préfet, M. Michel Fecteau.

Également présente : Mme Joane Saulnier, directeur général et secrétaire-trésorier.

19 h 30 Ouverture de la séance

Des échanges interviennent relativement à la facturation du transport adapté sur le territoire du Haut-Richelieu.

Adoption de l'ordre du jour et déclaration d'intérêts

13505-14 Sur proposition du conseiller régional M. Roland-Luc Béliveau,
Appuyée par le conseiller régional Mme Christiane Marcoux,

IL EST RÉSOLU:

D'ADOPTER l'ordre du jour tel que proposé avec les modifications suivantes:

- 1.- Ajout du point 1.1.1 F) - Avis techniques : Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville : Règlement 2014-420;
- 2.- Ajout du document 8 au point 2.1.1;
- 3.- Ajout du point 2.1.2 - Pacte rural : Ratification de l'entente 2014-2019 et autorisation aux signatures (document 9);
- 4.- Le point 3.1.4 A) est retiré de l'ordre du jour;
- 5.- Le point VARIA demeure ouvert.

ADOPTÉE

Adoption du procès-verbal

13506-14 Sur proposition du conseiller régional M. Denis Rolland,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU :

PV2014-03-12
Résolution 13506-14 - suite

D'ENTÉRINER et d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la MRC du Haut-Richelieu tenue le 12 février 2014 dans sa forme et teneur.

ADOPTÉE

2.1 **URBANISME**

2.1 **Schéma d'aménagement et de développement**

2.1.1 **Avis techniques**

A) **Municipalité de Mont-Saint-Grégoire : Règlement 2013-185-3**

13507-14 Sur proposition du conseiller régional M. Suzanne Boulais,
Appuyée par le conseiller régional Mme Renée Rouleau,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 2013-185-3 de la municipalité de Mont-Saint-Grégoire, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

B) **Municipalité de Saint-Sébastien**

B.1 **Règlement 396-6**

13508-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Luc Mercier,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 396-6 de la municipalité de Saint-Sébastien, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

B.2 **Règlement 398-1**

13509-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Luc Mercier,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 398-1 de la municipalité de Saint-Sébastien, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

PV2014-03-12
Résolution 13509-14 - suite

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

C) Municipalité de Venise-en-Québec

C.1 Règlement 401-2013

13510-14 Sur proposition du conseiller régional M. Jacques Landry,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 401-2013 de la municipalité de Venise-en-Québec, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

C.2 Règlement 402-2013

13511-14 Sur proposition du conseiller régional M. Jacques Landry,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 402-2013 de la municipalité de Venise-en-Québec, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

C.3 Règlement 404-2013

13512-14 Sur proposition du conseiller régional M. Jacques Landry,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 404-2013 de la municipalité de Venise-en-Québec, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

PV2014-03-12

C.4 **Règlement 405-2013**

13513-14 Sur proposition du conseiller régional M. Jacques Landry,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 405-2013 de la municipalité de Venise-en-Québec, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

D) **Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu**

D.1 **Règlement 1215**

13514-14 Sur proposition du conseiller régional M. Réal Ryan,
Appuyée par le conseiller régional Mme Christiane Marcoux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 1215 de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

D.2 **Règlement 1221**

13515-14 Sur proposition du conseiller régional M. Réal Ryan,
Appuyée par le conseiller régional Mme Christiane Marcoux,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 1221 de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

E) **Municipalité de Saint-Valentin**

E.1 **Règlement 446**

13516-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Mario Van Rossum,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 446 de la municipalité de Saint-Valentin, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 109.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 109.7 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

E.2 Règlement 448

13517-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Mario Van Rossum,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 448 de la municipalité de Saint-Valentin, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

F) Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville : Règlement 2014-420

13518-14 Sur proposition du conseiller régional M. Martin Thibert,
Appuyée par le conseiller régional M. Mario Van Rossum,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu approuve le règlement 2014-420 de la municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville, transmis à la MRC du Haut-Richelieu en vertu de l'article 137.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19.1), puisque ledit règlement respecte les orientations et objectifs du schéma d'aménagement et de développement de même que les dispositions du document complémentaire;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à délivrer le certificat de conformité à l'égard de ce règlement conformément à l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE

1.2 Révision

**1.2.1 Schéma d'aménagement - Demande d'extension de délai
pour une période d'un an**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC peut demander une extension du délai prévu à la Loi afin de déposer le 1^{er} projet de révision du schéma d'aménagement et de développement;

CONSIDÉRANT la teneur des travaux à réaliser dans le cadre de la révision du schéma d'aménagement de troisième génération et ce, afin de répondre aux exigences du MAMROT;

PV2014-03-12
Résolution 13519-14 - suite

EN CONSÉQUENCE;

13519-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Luc Mercier,

IL EST RÉSOLU :

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu demande au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire une extension du délai prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour déposer le 1^{er} projet de révision du schéma d'aménagement et de développement et ce, pour une période d'un an.

ADOPTÉE

1.3 Sécurité publique

1.3.1 Suivi des dossiers

Le procès-verbal et les documents d'accompagnement de la réunion du comité de sécurité publique tenue le 17 septembre 2013 sont déposés aux membres du conseil.

APARTÉ

Comité de sécurité publique - Président

Le directeur général informe que M. Jacques Desmarais, maire de la municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu a été élu président du Comité de sécurité publique lors de la dernière réunion de ce comité. Des félicitations sont adressées à M. Desmarais.

2.0 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

2.1 Pacte rural

2.1.1 Dépôt du rapport annuel d'activités 2013

13520-14 Sur proposition du conseiller régional Mme Suzanne Boulais, appuyée par le conseiller régional M. Réal Ryan, la représentante de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ne participant pas à cette décision considérant l'application du règlement 453 adopté le 12 décembre 2007,

IL EST RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu ratifie le rapport annuel d'activités établi pour l'année 2013 en ce qui a trait au Pacte rural 2007-2014, le tout déposé sous la cote «document 8» des présentes;

DE CONFIRMER l'engagement de la totalité des sommes reçues du Pacte rural 2007-2014;

D'AUTORISER la transmission du rapport au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

ADOPTÉE

2.1.2 Pacte rural 2014-2019 - Ratification et autorisation aux signatures

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement a adopté, le 6 décembre 2013, la *Politique nationale de la ruralité 2014-2024* et que le ministre délégué aux Régions est chargé de son application;

CONSIDÉRANT QUE cette politique s'inscrit dans la volonté gouvernementale de privilégier un développement endogène des milieux ruraux et qu'elle est axée sur l'adhésion des collectivités rurales à une approche fondée sur la responsabilité partagée, la confiance mutuelle, ainsi que sur la souplesse et l'autonomie d'action;

PV2014-03-12

CONSIDÉRANT QUE la Politique nationale de la ruralité s'inscrit dans le prolongement et comme complément de la Politique de soutien au développement local et régional;

CONSIDÉRANT QUE la mise en application de cette politique vise un partenariat avec les MRC et municipalités concernées par la ruralité et que ce partenariat se concrétise par la signature d'un pacte rural;

CONSIDÉRANT QUE cette politique prévoit le renforcement du réseau des agents de développement rural;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec confie aux municipalités régionales de comté (MRC) la responsabilité de gérer pour les cinq (5) prochaines années les sommes allouées dans le cadre du Pacte rural 2014-2019;

CONSIDÉRANT QUE le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire peut, en vertu de l'article 21.30 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1), conclure avec une MRC une entente pour la mise en application d'une politique du gouvernement;

CONSIDÉRANT QUE cette politique identifie les responsabilités dévolues à la MRC;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu a pris connaissance du Pacte rural 2014-2019 proposé par le gouvernement du Québec;

EN CONSÉQUENCE;

13521-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux, appuyée par le conseiller régional M. Mario Van Rossum, la représentante de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ne participant pas à cette décision considérant l'application du règlement 453 adopté le 12 décembre 2007,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu accepte les conditions et les engagements décrits dans le Pacte rural 2014-2019, le tout retrouvé sous la cote « document 9 » des présentes;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu autorise le préfet de la MRC du Haut-Richelieu ou en son absence le préfet suppléant, et s'il y a lieu, le directeur général et secrétaire-trésorier ou en son absence la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe à signer le Pacte rural 2014-2019.

ADOPTÉE

3.0 **FONCTIONNEMENT**

3.1 **Finances**

3.1.1 **Comptes - Factures**

CONSIDÉRANT la liste de comptes et factures déposée sous la cote «documents 1 et 1A» des présentes;

CONSIDÉRANT le règlement 444 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires;

EN CONSÉQUENCE;

13522-14 Sur proposition du conseiller régional M. Luc Mercier, Appuyée par le conseiller régional Mme Andrée Clouâtre,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

PV2014-03-12
Résolution 13522-14 - suite

D'APPROUVER la liste de comptes et factures déposée sous la cote «documents 1 et 1A» totalisant un montant de 882 091,93\$, laquelle est réputée faire partie intégrante des présentes;

D'AUTORISER le directeur général et secrétaire-trésorier à émettre les paiements y relatifs.

ADOPTÉE

3.1.2 Programme d'aide financière aux MRC - Rapport annuel

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire demande la transmission d'un rapport annuel dans le cadre du programme d'aide financière aux MRC;

CONSIDÉRANT QUE la subvention de fonctionnement annuelle de 88 550\$ versée par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est utilisée totalement pour les activités reliées à l'aménagement du territoire et à la géomatique;

CONSIDÉRANT le rapport annuel déposé sous la cote "document 2" des présentes;

EN CONSÉQUENCE;

13523-14 Sur proposition du conseiller régional Mme Renée Rouleau,
Appuyée par le conseiller régional M. Martin Thibert,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le conseil de la MRC du Haut-Richelieu ratifie et autorise la transmission du rapport annuel exigé par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire afin d'obtenir le versement de la subvention accordée dans le cadre du Programme d'aide financière aux MRC.

ADOPTÉE

3.1.3 Programme de financement des MRC

A) **Avenant relatif à l'entente de gestion - Ratification et autorisation aux signatures**

CONSIDÉRANT la résolution 12361-11 visant la conclusion d'une entente de gestion pour le financement de la MRC par le MAMROT pour une somme de 88 550\$ par année pour 3 ans;

CONSIDÉRANT QU'un avenant à cette entente est proposé en vue de l'obtention d'une aide financière de 88 550\$ pour l'année 2014;

EN CONSÉQUENCE;

13524-14A Sur proposition du conseiller régional Mme Andrée Clouâtre,
Appuyée par le conseiller régional Mme Renée Rouleau,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu entérine l'avenant à l'entente de gestion intervenue avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire relativement au Programme d'aide financière aux MRC, laquelle se terminera désormais le 31 décembre 2014;

DE DÉSIGNER le directeur général à titre de représentant de la MRC du Haut-Richelieu aux fins de l'exécution de l'entente;

PV2014-03-12
Résolution 13524-14A - suite

D'AUTORISER le préfet de la MRC du Haut-Richelieu ou en son absence le préfet suppléant, et s'il y a lieu, le directeur général et secrétaire-trésorier ou en son absence la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe à signer le document déposé sous la cote «document 3» des présentes.

ADOPTÉE

B) Attentes 2014

CONSIDÉRANT QUE le MAMROT exige la transmission d'attentes relatives à la signature d'un avenant à l'entente de gestion pour le programme d'aide financière aux MRC;

EN CONSÉQUENCE;

13524-14B Sur proposition du conseiller régional Mme Andrée Clouâtre,
Appuyée par le conseiller régional Mme Renée Rouleau,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu ratifie et entérine les attentes 2014 intégrées à l'avenant de l'entente de gestion intervenue entre la MRC du Haut-Richelieu et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire relativement au Programme d'aide financière aux MRC, le tout retrouvé sous le «document 3» des présentes;

D'AUTORISER la transmission des attentes au MAMROT et la signature des documents requis par le préfet de la MRC du Haut-Richelieu ou en son absence le préfet suppléant, et s'il y a lieu, le directeur général et secrétaire-trésorier ou en son absence la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe.

ADOPTÉE

3.1.4 États financiers 2013

A) Avis de délai pour le dépôt et la transmission au MAMROT

Point retiré.

B) Nomination

13525-14 Sur proposition du conseiller régional Mme Christiane Marcoux,
Appuyée par le conseiller régional M. Réal Ryan,

IL EST RÉSOLU:

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu nomme la firme Raymond Chabot Grant Thornton, à titre de vérificateur externe des états financiers, livres et comptes de la MRC du Haut-Richelieu et ce, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2013, le tout conformément aux articles 966 et 966.2 du Code municipal;

DE rescinder la résolution 13284-13 adoptée le 10 juillet 2013.

ADOPTÉE

C) Mandat

13526-14 Sur proposition du conseiller régional Mme Christiane Marcoux,
Appuyée par le conseiller régional M. Réal Ryan,

IL EST RÉSOLU:

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu mandate la firme Raymond Chabot Grant Thornton, à titre de vérificateur externe des états financiers, livres et comptes de la MRC du Haut-Richelieu et ce, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2013, le tout conformément aux articles 966 et 966.2 du Code municipal;

D'AUTORISER les crédits nécessaires aux fins de la réalisation de la vérification, des travaux spéciaux et des consultations requises en cours d'année.

ADOPTÉE

3.2 **Fonctionnement - Divers**

3.2.1 **Demandes d'appui**

A) **MRC Robert-Cliche et Portneuf - Financement du Transport adapté et collectif**

CONSIDÉRANT QUE le transport régional, tant au niveau collectif que pour la clientèle nécessitant un service adapté est un outil incontournable et essentiel pour favoriser le développement socio-économique des MRC du Québec;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs corporations de transport régional se sont vu confier le mandat du transport collectif et adapté pour les MRC du territoire du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le financement du service de transport collectif dépend également des différents programmes d'aide financière du ministère des Transports;

CONSIDÉRANT QUE l'aide financière accordée par le ministère des Transports n'est pas confirmée préalablement à l'adoption des budgets et ce, tant dans le domaine du transport adapté que collectif;

CONSIDÉRANT QUE cette situation met en péril la santé financière des organismes de transport régionaux;

CONSIDÉRANT QUE les entités municipales responsables du transport collectif ne peuvent assumer la responsabilité du financement de l'aide financière accordée par le gouvernement provincial;

CONSIDÉRANT QUE le transport adapté a des répercussions majeures sur la qualité de vie des usagers et que ce dernier ne peut cesser sans préavis;

CONSIDÉRANT QUE les conseils des MRC et municipalités du Québec sont préoccupés par ces incertitudes, ce qui menace le maintien des services;

EN CONSÉQUENCE;

13527-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux,
Appuyée par le conseiller régional M. Martin Thibert,

IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le conseil de la MRC du Haut-Richelieu appuie les démarches des MRC de Portneuf et Robert-Cliche afin que le ministère des Transports du Québec annonce rapidement et verse surtout dans les délais, les sommes nécessaires au bon fonctionnement du transport collectif et adapté.

ADOPTÉE

PV2014-03-12

B) MRC d'Avignon - Annulation des nouvelles dispositions concernant le remboursement de la TVQ

CONSIDÉRANT QUE depuis 2007, en vertu de l'Entente de partenariat fiscal et financier avec le gouvernement du Québec, les municipalités du Québec recevaient une compensation en tenant lieu de taxes sur l'ensemble des produits et services;

CONSIDÉRANT QUE le MAMROT, à la fin de l'année 2013, a informé les municipalités du Québec que le remboursement de la TVQ payé sur les produits et services passerait aux taux de 62,8% et ce, dès 2014;

CONSIDÉRANT QUE cette situation a des répercussions considérables sur le monde municipal québécois représentant un manque à gagner de 43M\$ pour les municipalités de moins de 5 000 habitants;

EN CONSÉQUENCE;

13528-14 Sur proposition du conseiller régional M. Martin Thibert,
Appuyée par le conseiller régional Mme Andrée Clouâtre,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le conseil de la MRC du Haut-Richelieu appuie les démarches de la MRC d'Avignon à l'effet de dénoncer la décision unilatérale du gouvernement de modifier le traitement comptable du remboursement de la TVQ, ce qui constitue une entorse fondamentale à l'Entente de partenariat fiscal et financier conclue avec et les municipalités alors que les 2 parties s'étaient entendues en juin 2013, pour le respecter en 2014 et reprendre les négociations après les élections municipales du 3 novembre 2013;

DE DEMANDER au gouvernement du Québec de revoir sa position dans l'intérêt des municipalités locales et des citoyens du Québec.

ADOPTÉE

4.0 ÉVALUATION

4.1 Demande d'extension de délai - Dépôt de rôles

CONSIDÉRANT QUE les rôles d'évaluation foncière des municipalités de Mont-Saint-Grégoire, Saint-Blaise-sur-Richelieu, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et Saint-Valentin, doivent être déposés au plus tard le 15 septembre 2014, conformément à l'article 70 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chap. F-2.1);

CONSIDÉRANT l'article 71 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chap. F-2.1);

CONSIDÉRANT l'ampleur des travaux relatifs à la modernisation du rôle d'évaluation exigée par le gouvernement du Québec, lesquels doivent être terminés pour le 15 septembre 2015;

EN CONSÉQUENCE;

13529-14 Sur proposition du conseiller régional M. Denis Rolland,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu reporte le dépôt des rôles d'évaluation foncière des municipalités de Mont-Saint-Grégoire, Saint-Blaise-sur-Richelieu, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et Saint-Valentin, au plus tard le 1^{er} novembre 2014;

DE transmettre copie des présentes au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Sylvain Gaudreault.

ADOPTÉE

PV2014-03-12

**4.2 Demandes de révision d'évaluation foncière -
Extension de délai**

CONSIDÉRANT l'ampleur des travaux relatifs à la modernisation du rôle d'évaluation exigée par le gouvernement du Québec, lesquels doivent être terminés pour le 15 septembre 2015;

CONSIDÉRANT QUE l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chap. F-2.1) autorise un organisme municipal responsable de l'évaluation à reporter l'échéance du 1^{er} septembre prévue pour la vérification du bien-fondé d'une contestation déposée;

EN CONSÉQUENCE;

13530-14 Sur proposition du conseiller régional M. Denis Rolland,
Appuyée par le conseiller régional M. Claude Leroux,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le Conseil de la MRC du Haut-Richelieu reporte l'échéance de la vérification du bien-fondé d'une demande de révision au 1^{er} novembre 2014.

ADOPTÉE

5.0 COURS D'EAU

5.1 Adoption du règlement 497

CONSIDÉRANT le dépôt d'un avis de motion le 12 février 2014 relativement à la modification du règlement 449 en ce qui a trait aux sanctions pénales et certaines normes techniques relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau de la MRC du Haut-Richelieu;

CONSIDÉRANT QUE les membres déclarent avoir reçu et lu le règlement 497, dont acte;

EN CONSÉQUENCE;

13531-14 Sur proposition du conseiller régional M. Claude Leroux, appuyée par le conseiller régional M. Luc Mercier, avec dissidence enregistrée de Mme Suzanne Boulais, maire de Mont-Saint-Grégoire et de M. Réal Ryan, maire de Noyan,

IL EST RÉSOLU:

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

D'ADOPTER le règlement 497 modifiant le règlement 449 régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau de la MRC du Haut-Richelieu dans sa forme et teneur, lequel est reproduit ci-après;

RÈGLEMENT 497

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 449 RÉGISSANT LES MATIÈRES RELATIVES À L'ÉCOULEMENT DES EAUX DES COURS D'EAU DE LA MRC DU HAUT-RICHELIEU

PRÉAMBULE

Le présent règlement remplace tous les articles du règlement 449 « régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau de la MRC du Haut-Richelieu », par ce qui suit :

SECTION 1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

Le présent règlement vise à régir les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau situés sur le territoire de la MRC du Haut Richelieu.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, on entend par:

«Acte réglementaire» : tout acte (résolution, règlement, procès-verbal ou acte d'accord) adopté ou homologué par une municipalité locale, une corporation de comté, une municipalité régionale de comté ou un bureau de délégués à l'égard d'un cours d'eau et ayant pour objet de prévoir des normes d'aménagement et d'entretien à son égard, les normes de dimensionnement pouvant être utilisées comme valeur de référence même si cet acte est abrogé;

«Aménagement» : travaux qui consistent à :

- élargir, modifier, détourner, construire, créer, réparer, stabiliser mécaniquement ou fermer par un remblai un cours d'eau;
- effectuer toute intervention qui affecte ou modifie la géométrie, le fond ou les talus d'un cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'un acte réglementaire;
- effectuer toute intervention qui consiste à approfondir de nouveau le fond du cours d'eau, à modifier son tracé, à le canaliser, à aménager des seuils (barrages), à effectuer une stabilisation mécanique des talus pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires) ou à y installer tout ouvrage de contrôle du débit;

«Autorité compétente» : selon le contexte, la MRC, la municipalité locale, le Bureau des délégués, le gouvernement du Québec ou le gouvernement fédéral, l'un de leurs ministres ou organismes;

«Cours d'eau» : tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :

1° des cours d'eau ou portion de cours d'eau qui relèvent de la seule juridiction du gouvernement du Québec et qui sont déterminés par le décret numéro 1292-2005 en date du 20 décembre 2005 (2005, G.O.2, 7381 A), soit : (énumérer ici les cours d'eau de votre territoire qui sont identifiés au décret);

2° d'un fossé de voie publique;

3° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil du Québec, qui se lit comme suit :

«Tout propriétaire peut clore son terrain à ses frais, l'entourer de murs, de fossés, de haies ou de toute autre clôture.

Il peut également obliger son voisin à faire sur la ligne séparative, pour moitié ou à frais communs, un ouvrage de clôture servant à séparer leurs fonds et qui tienne compte de la situation et de l'usage des lieux.»

4° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :

- a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
- b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
- c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.

La portion d'un cours d'eau qui sert de fossé est aussi sous la compétence de la MRC;

«Débit» : volume d'eaux de ruissellement écoulé pendant une unité de temps exprimé en litres par seconde par hectare (L/s/ha);

«Embâcle» : obstruction d'un cours d'eau par une cause quelconque, telle que l'accumulation de neige ou de glace;

«Entretien» : travaux qui visent principalement le rétablissement du profil initial d'un cours d'eau qui a déjà fait l'objet d'un aménagement en vertu d'un acte réglementaire. Les travaux consistent à l'enlèvement par creusage des sédiments accumulés au fond du cours d'eau pour le remettre dans son profil initial. Ils peuvent être accompagnés de l'ensemencement des rives, de la stabilisation végétale des rives pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires), de la stabilisation des exutoires de drainage souterrain ou de surface, ainsi que l'aménagement et la vidange de fosses à sédiments;

«Exutoire de drainage souterrain» : structure permettant l'écoulement de l'eau souterraine dans un cours d'eau;

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

«Exutoire de drainage de surface» : structure permettant l'écoulement de l'eau de surface dans un cours d'eau, tel que : avaloir, fossé, raie de curage, voie d'eau engazonnée, rigole, égout pluvial et/ou toute autre entrée d'eau de surface se déversant dans le cours d'eau;

«Intervention » : acte, agissement, ouvrage, projet ou travaux;

«Ligne des hautes eaux» : endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres; s'il n'y a pas de plantes aquatiques, endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du cours d'eau;

«Littoral» : partie d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du cours d'eau;

«Loi» : Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6);

«Notifier» : Transmettre un avis par sa remise de main à main au destinataire, par un envoi par poste certifiée, par un service de messagerie publique ou privée ou par un huissier;

«Ouvrage aérien ou souterrain traversant un cours d'eau» : Structure temporaire ou permanente telle que : pipeline, ligne électrique, aqueduc, égout pluvial et /ou sanitaire;

«Passage à gué» : passage occasionnel et peu fréquent pour les animaux directement sur le littoral;

«Personne désignée »: employé de la MRC ou d'une municipalité locale à qui l'application de la réglementation a été confiée par entente municipale conformément à l'article 109 de la loi;

«Ponceau» : structure hydraulique aménagée dans un cours d'eau afin de créer une traverse permanente pour le libre passage des usagers;

«Pont» : structure aménagée, comprenant ou non des culées, afin de créer une traverse permanente pour le libre passage des usagers;

«Rive » : bande de terre qui borde un cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux;

«Stabilisation ponctuelle» : Stabilisation d'une rive dans le but de corriger des problèmes d'érosion, impliquant des travaux dans le littoral, chez un propriétaire unique;

«Surface d'imperméabilisation» : surface de terrain excluant les surfaces recouvertes de végétation;

«Temps de concentration» : temps requis pour que le ruissellement au point le plus éloigné d'un bassin de drainage se rende à l'exutoire ou au point considéré en aval;

«Traverse» : endroit où s'effectue le passage d'un cours d'eau.

ARTICLE 3 - PROHIBITION GÉNÉRALE

Toute intervention dans un cours d'eau est formellement prohibée à moins qu'elle ne réponde aux exigences suivantes :

- a) l'intervention est autorisée en vertu du présent règlement et lorsque requis, a fait préalablement l'objet d'un permis;
 - ou
 - l'intervention est autorisée en vertu d'une décision spécifique et expresse de la MRC en conformité à la loi;
 - ou
 - l'intervention est autorisée par la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables et a fait préalablement l'objet d'un permis délivré par une municipalité locale conformément à sa réglementation;
- b) l'intervention a fait l'objet d'un certificat ou d'un permis délivré par une autre autorité compétente, lorsque requise.

SECTION 2 - CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DE TRAVERSES D'UN COURS D'EAU

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

ARTICLE 4 - PERMIS REQUIS

Toute construction, installation, aménagement ou modification d'une traverse d'un cours d'eau, que cette traverse soit exercée au moyen d'un pont, d'un ponceau ou d'un passage à gué, doit, au préalable, avoir été autorisé par un permis émis au nom du propriétaire par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

L'obtention du permis prévu en vertu du présent règlement ne dispense pas ce propriétaire de respecter toute autre exigence qui pourrait lui être imposée par une loi ou un règlement d'une autre autorité compétente.

ARTICLE 5 - ENTRETIEN D'UNE TRAVERSE

Le propriétaire de l'immeuble où une traverse est présente doit effectuer un suivi périodique de l'état de cette traverse, notamment au printemps ou suite à des pluies abondantes.

Le propriétaire doit s'assurer que les zones d'approche de sa traverse ne s'érodent pas et s'il y a érosion, il doit prendre, sans tarder, les mesures correctives appropriées conformément au présent règlement.

Le propriétaire qui fait défaut d'entretenir adéquatement sa traverse commet une infraction et peut se faire ordonner, par la personne désignée, l'exécution des travaux requis à cette fin. À défaut par le propriétaire d'exécuter les travaux requis à l'intérieur du délai imparti, les dispositions des articles 33 et 34 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

NORMES PARTICULIÈRES RELATIVES AUX PONTS ET PONCEAUX

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DES TRAVAUX D'UN PONT OU D'UN PONCEAU

Sous réserve d'une décision contraire de la MRC lorsqu'elle décrète des travaux d'aménagement ou d'entretien d'un cours d'eau et selon les conditions qu'elle peut fixer dans un tel cas, la construction ou l'aménagement d'un pont ou ponceau est et demeure la responsabilité du propriétaire riverain.

Le propriétaire doit voir à exécuter ou à faire exécuter par une entreprise compétente, à ses frais, tous les travaux de construction ou de réparation de ce pont ou ponceau.

ARTICLE 7 - TYPE DE PONCEAU À DES FINS PRIVÉES

Un ponceau à des fins privées peut être de forme circulaire, arquée, elliptique, en arche ou carrée ou de tout autre forme si son dimensionnement respecte la libre circulation des eaux.

Le ponceau peut être construit en béton (TBA), en acier ondulé galvanisé (TTOG), en polyéthylène avec intérieur lisse (TPL), en acier avec intérieur lisse (AL) ou en polyéthylène haute densité intérieur lisse (PEHDL).

L'utilisation comme ponceau d'un tuyau présentant une bordure intérieure est prohibée.

ARTICLE 8 - DIMENSIONNEMENT D'UN PONT OU PONCEAU À DES FINS PRIVÉES DANS UN COURS D'EAU SITUÉ À L'EXTÉRIEUR D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Le dimensionnement d'un pont avec culées ou ponceau à des fins privées dans un cours d'eau situé à l'extérieur d'un périmètre d'urbanisation doit être établi et signé par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec si dans le cadre de travaux forestiers, selon les règles de l'art applicables et les normes en vigueur, notamment en utilisant les données suivantes :

1° le débit de pointe du cours d'eau est calculé à partir d'une durée de l'averse pour la Province de Québec égale au temps de concentration du bassin versant;

2° le pont avec culées ou ponceau à des fins privées doit être dimensionné pour une récurrence minimale de 10 ans.

À la suite à la réalisation du projet, cette personne doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, à l'effet que les travaux exécutés sont conformes aux plans et devis présentés et conformes au présent règlement.

Malgré ce qui précède, lorsque le pont ou ponceau est installé dans un cours d'eau ayant fait l'objet d'un acte réglementaire, son dimensionnement minimal peut être établi en utilisant comme base de calcul les normes de largeur, de hauteur et de dimension qui sont prévues à cet acte réglementaire.

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

Dans tous ces cas, l'ouverture minimale doit être au moins égale à la largeur du cours d'eau, à 0,30 mètre au-dessus du niveau moyen des eaux de ce cours d'eau.

Lorsque le dimensionnement du ponceau est établi en fonction du règlement, la personne désignée doit, compléter le rapport de déclaration de conformité de travaux effectués dans un cours d'eau, c'est-à-dire l'annexe F, et le retourner à la MRC du Haut-Richelieu.

ARTICLE 9 - DIMENSIONNEMENT D'UN PONT OU PONCEAU À DES FINS PRIVÉES DANS UN COURS D'EAU SITUÉ À L'INTÉRIEUR D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Le dimensionnement d'un pont ou ponceau à des fins privées dans un cours d'eau situé à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation doit être établi et signé par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec si dans le cadre de travaux forestiers, selon les règles de l'art applicables et les normes en vigueur, notamment en utilisant les données suivantes :

1° le débit de pointe du cours d'eau est calculé à partir d'une durée de l'averse pour la Province de Québec égale au temps de concentration du bassin versant;

2° le pont avec culées ou ponceau à des fins privées doit être dimensionné pour une récurrence minimale de 20 ans.

À la suite à la réalisation du projet, cette personne doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, à l'effet que les travaux exécutés sont conformes aux plans et devis présentés et conformes au présent règlement.

Malgré ce qui précède, lorsque le pont avec culées ou ponceau est installé dans un cours d'eau ayant déjà fait l'objet d'un acte réglementaire son dimensionnement minimal peut être établi en utilisant comme base de calcul les normes de largeur, de hauteur et de dimension qui sont prévues à cet acte réglementaire, en majorant le résultat par un facteur de 1.25 pour tenir compte des différentes modifications intervenues dans le bassin versant depuis l'établissement de ces normes.

Dans tous les cas, l'ouverture minimale doit être au moins égale à la largeur du cours d'eau, à 0,30 mètre au-dessus du niveau moyen des eaux de ce cours d'eau.

Lorsque le dimensionnement est établi en fonction du règlement, la personne désignée doit, compléter le rapport de déclaration de conformité de travaux effectués dans un cours d'eau, c'est-à-dire l'annexe F, et le retourner à la MRC du Haut-Richelieu.

ARTICLE 10 - DIMENSIONNEMENT D'UN PONT OU PONCEAU À DES FINS PUBLIQUES

Le dimensionnement d'un pont ou ponceau à des fins publiques dans un cours d'eau doit être établi et signé par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec selon les règles de l'art applicables et les normes en vigueur, notamment en utilisant les données suivantes :

1° le débit de pointe du cours d'eau est calculé à partir d'une durée de l'averse pour la Province de Québec égale au temps de concentration du bassin versant;

2° le pont avec culées ou ponceau à des fins publiques doit être dimensionné pour une récurrence minimale de 20 ans.

À la suite à la réalisation du projet, cette personne doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, à l'effet que les travaux exécutés sont conformes aux plans et devis présentés et conformes au présent règlement.

ARTICLE 11 - PONCEAUX EN PARALLÈLE

La mise en place de ponceaux en parallèle dans un cours d'eau est prohibée.

ARTICLE 12 - LONGUEUR MAXIMALE D'UN PONCEAU À DES FINS PRIVÉES

La longueur maximale d'un ponceau à des fins privées dans un cours d'eau est de 15 mètres, sauf lorsqu'il s'agit d'un ponceau installé dans l'emprise d'une voie publique sous gestion municipale ou du gouvernement ou de l'un de ses ministres, auquel cas sa longueur doit respecter la norme établie à cette fin par cette autorité.

ARTICLE 13 - NORMES D'INSTALLATION D'UN PONT OU D'UN PONCEAU

Le propriétaire qui installe un pont ou un ponceau dans un cours d'eau doit respecter en tout temps les normes suivantes :

- le pont ou le ponceau doit être installé sans modifier le régime hydraulique du cours d'eau et cet ouvrage doit permettre le libre écoulement de l'eau pendant les crues ainsi que l'évacuation des glaces pendant les débâcles;
- les culées d'un pont doivent être installées à l'extérieur du littoral;
- les piliers du pont avec culées où le ponceau doit être installé dans le sens de l'écoulement de l'eau;
- les rives du cours d'eau doivent être stabilisées en amont et en aval de l'ouvrage à l'aide de techniques reconnues;
- le littoral du cours d'eau doit être stabilisé à l'entrée et à la sortie de l'ouvrage;
- les extrémités de l'ouvrage doivent être stabilisées soit par empierrement ou par toute autre technique reconnue de manière à contrer toute érosion;
- le ponceau doit être installé en suivant la pente du littoral et sa base doit se trouver à une profondeur permettant de rétablir le profil antérieur du littoral naturel ou, selon le cas, établi par l'acte réglementaire. La profondeur enfouie doit être au moins égale à 10 % du diamètre du ponceau.

Lorsqu'il s'agit d'un pont avec culées ou d'un ponceau installé dans l'emprise d'une voie publique sous gestion du gouvernement ou de l'un de ses ministres, son installation doit également respecter les normes établies par cette autorité.

Le croquis de la figure 1 en Annexe A du présent règlement illustre un exemple d'installation (coupe-type) d'un ponceau.

NORMES PARTICULIÈRES RELATIVES AUX PASSAGES À GUÉ

ARTICLE 14 - AMÉNAGEMENT LIMITÉ D'UN PASSAGE À GUÉ

Le propriétaire d'un immeuble où s'exercent des activités agricoles peut procéder à l'aménagement d'un passage à gué pour seulement ses animaux dans un cours d'eau à la condition de respecter les exigences prévues aux articles 15 et 16.

ARTICLE 15 - LOCALISATION D'UN PASSAGE À GUÉ

Le passage à gué doit être localisé de manière à limiter le nombre de traversées dans le cours d'eau et être installé :

- dans une section étroite;
- dans un secteur rectiligne;
- sur un littoral offrant une surface ferme et suffisamment dure pour garantir une bonne capacité portante, sans risque d'altération du milieu;
- le plus loin possible des embouchures ou confluences de cours d'eau.

ARTICLE 16 - AMÉNAGEMENT DU LITTORAL ET DES ACCÈS POUR LE PASSAGE À GUÉ

Si le littoral et les accès doivent être aménagés pour que le passage à gué soit possible, les conditions suivantes doivent être respectées en tout temps :

Pour le littoral :

- lorsque le littoral n'offre pas une capacité portante suffisante, le passage à gué doit être installé à une profondeur minimale de 20 cm sous le lit du cours d'eau. Il doit être stabilisé au moyen de cailloux ou de gravier propre compacté sur une profondeur de 300 mm et un géotextile doit être prévu sous le coussin de support;
- dans tous les cas, l'aménagement ne doit pas rehausser le lit du cours d'eau.

Pour les accès au cours d'eau :

- l'accès doit être aménagé à angle droit;
- l'accès doit être aménagé en pente maximale de 1V : 8H;
- l'accès doit être aménagé sur une largeur maximale de 5 mètres;
- l'accès doit être stabilisé soit par empierrement ou par toute autre technique reconnue de manière à contrer toute érosion.

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

SECTION 3- STABILISATION DE LA RIVE QUI IMPLIQUE DES TRAVAUX DANS UN LITTORAL

ARTICLE 17 - NORMES D'AMÉNAGEMENT

Le propriétaire d'un immeuble qui effectue une stabilisation ponctuelle de la rive qui implique des travaux dans le littoral doit, au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Ce propriétaire doit fournir, en plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, des plans et devis signés et scellés par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces plans doivent être établis selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Les plans et devis ne sont cependant pas requis pour des travaux de renaturalisation des rives visant à corriger des problèmes d'érosion superficielle en implantant des espèces herbacées et arbustives.

Le projet doit être conçu en tenant compte des caractéristiques du cours d'eau et de manière à ce qu'en tout temps, ces travaux ne nuisent pas au libre écoulement des eaux.

À la suite à la réalisation du projet, ce propriétaire doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, à l'effet que l'ouvrage est conforme aux plans et devis présentés et au présent règlement.

L'obtention du permis prévu en vertu du présent règlement ne dispense pas cette personne de respecter toute autre exigence qui pourrait lui être imposée par une loi ou un règlement d'une autre autorité compétente.

SECTION 4 - AMÉNAGEMENT OU CONSTRUCTION D'UN OUVRAGE AÉRIEN, SOUTERRAIN OU DE SURFACE

ARTICLE 18 - NORMES D'AMÉNAGEMENT OU DE CONSTRUCTION D'UN OUVRAGE AÉRIEN, SOUTERRAIN OU DE SURFACE

Toute personne qui effectue l'aménagement ou la construction d'un ouvrage aérien, souterrain ou de surface impliquant sa mise en place temporaire ou permanente au-dessus, sous ou dans la rive d'un cours d'eau ou qui implique la traverse d'un cours d'eau par des machineries doit, au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Cette personne doit fournir, en plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, des plans et devis signés et scellés par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces plans doivent être établis selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Le projet doit être conçu en tenant compte des caractéristiques du cours d'eau et de manière à ce qu'en tout temps, ces travaux ne nuisent pas au libre écoulement des eaux. De plus, la personne doit procéder à la remise en état des lieux à la fin des travaux.

Lorsque l'ouvrage souterrain est situé sous le cours d'eau, la profondeur minimale de la surface de cet ouvrage est de 600 mm en dessous du lit du cours d'eau selon sa profondeur établie par l'acte réglementaire, ou en l'absence d'un tel acte, du lit existant lors de l'exécution des travaux.

L'obtention du permis prévu en vertu du présent règlement ne dispense pas cette personne de respecter toute autre exigence qui pourrait lui être imposée par une loi ou un règlement d'une autre autorité compétente.

À la suite à la réalisation du projet, cette personne doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, à l'effet que les travaux exécutés sont conformes aux plans et devis présentés et conformes au présent règlement.

ARTICLE 19 - EXUTOIRE DE DRAINAGE SOUTERRAIN

Tout propriétaire d'un immeuble qui réalise une réparation ou un projet de drainage souterrain nécessitant l'aménagement d'un exutoire ou d'une bouche de décharge dans un cours d'eau doit au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

En plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, le propriétaire doit fournir à la personne désignée un plan ou un croquis illustrant une vue en coupe du cours d'eau montrant l'élévation du fond du tuyau de sortie dans le cours d'eau ainsi que l'élévation du terrain et du lit actuel.

Le radier de l'exutoire doit être situé 300mm au-dessus du lit du cours d'eau selon sa profondeur établie par l'acte réglementaire ou, en l'absence d'un tel acte, du lit existant lors de l'exécution des travaux.

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

L'exutoire de drainage souterrain doit être pourvu d'une protection contre l'érosion et doit être réalisé selon les règles de l'art sans nuire au libre écoulement des eaux et modifier la géométrie ou le gabarit du cours d'eau. Si la méthode de protection choisie est avec de la pierre, la surface doit être excavée et une membrane géotextile est mise en place avant de déposer la pierre appropriée.

À la suite de la réalisation des travaux, si un professionnel a émis un plan, il doit fournir une attestation de conformité. Si aucun professionnel n'a émis de plan, la personne désignée doit compléter le rapport de déclaration de conformité de travaux effectués dans un cours d'eau, c'est-à-dire l'annexe F, et le retourner à la MRC du Haut-Richelieu.

ARTICLE 20 - EXUTOIRE DE DRAINAGE DE SURFACE

Zone blanche ou urbanisée

Toute personne qui effectue l'aménagement ou la construction d'un exutoire de drainage de surface se déversant dans un cours d'eau impliquant sa mise en place temporaire ou permanente dans la rive d'un cours d'eau doit au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Tout radier d'un exutoire aménagé pour un tuyau doit être minimalement situé 300mm au-dessus du lit du cours d'eau selon sa profondeur établie par l'acte réglementaire ou, en l'absence d'un tel acte, du lit existant lors de l'exécution des travaux.

Le projet doit être conçu en tenant compte des caractéristiques du cours d'eau et de manière à ce qu'en tout temps, ces travaux ne nuisent pas au libre écoulement des eaux. De plus, la personne doit procéder à la remise en état des lieux à la fin des travaux.

Cette personne doit fournir, en plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, des plans et devis signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces plans doivent être établis dans les règles de l'art et les normes en vigueur.

À la suite à la réalisation du projet, cette personne doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité avec photos, signée et scellée par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec dans les 60 jours de la fin des travaux.

Zone agricole

Toute personne qui effectue l'aménagement ou la construction d'un exutoire de drainage de surface se déversant dans un cours d'eau, avaloir, voie d'eau engazonnée, fossés, raie de curage, rigole, et/ou toute autre entrée d'eau de surface se déversant dans le cours d'eau impliquant sa mise en place temporaire ou permanente dans la rive d'un cours d'eau doit au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Tout radier d'un exutoire aménagé pour un tuyau doit être minimalement situé 300mm au-dessus du lit du cours d'eau selon sa profondeur établie par l'acte réglementaire ou, en l'absence d'un tel acte, du lit existant lors de l'exécution des travaux.

Le projet doit être conçu en tenant compte des caractéristiques du cours d'eau et de manière à ce qu'en tout temps, ces travaux ne nuisent pas au libre écoulement des eaux. De plus, la personne doit procéder à la remise en état des lieux à la fin des travaux.

Cette personne doit fournir, en plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, des plans et devis signés et scellés par un professionnel qualifié et membre d'un Ordre professionnel du Québec. Ces plans doivent être établis dans les règles de l'art et les normes en vigueur.

À la suite à la réalisation du projet, ce propriétaire doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité avec photos, signée par un professionnel qualifié et membre d'un Ordre professionnel du Québec dans les 60 jours de la fin des travaux.

SECTION 5 - MISE EN PLACE D'UN PROJET SUSCEPTIBLE D'AUGMENTER LE DÉBIT DE POINTE D'UN COURS D'EAU

ARTICLE 21 - NORMES RELATIVES À CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL, COMMERCIAL, INDUSTRIEL, INSTITUTIONNEL OU AGRICOLE

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

Le propriétaire d'un immeuble qui réalise un projet de construction résidentielle, commerciale, industrielle, institutionnelle ou agricole dont les eaux de ruissellement seront rejetées en un ou plusieurs points d'un cours d'eau ou l'un de ses tributaires et composant une surface d'imperméabilisation supérieure ou égale 1000 m², doit, au préalable, obtenir un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Le taux de ruissellement entrant dans un cours d'eau où un tributaire en provenance de ce projet de développement doit être limité à un taux de conception de 25 L/s/ha sauf :

si par une étude hydrologique il est démontré que le taux de ruissellement avant projet sur l'ensemble de la superficie visée par le projet est supérieur à 25 L/s/ha; et

- Le propriétaire doit prévoir et inclure dans son projet des mesures visant à contrôler les eaux de ruissellement par l'aménagement d'un ou plusieurs bassins de rétention ou par une autre méthode reconnue. Les ouvrages de contrôle doivent être conçus pour des pluies de conception d'une récurrence minimale de 25 ans. Suite à la réalisation du projet, ce propriétaire doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet, indiquant que le système de captage et de contrôle des eaux de ruissellement est conforme au présent règlement.

Les projets exclus sont ceux qui se déversent directement vers la Rivière Richelieu et les secteurs montrés au plan en date d'avril 2004 retrouvé en Annexe B, de même que tout terrain résidentiel sur une rue existante en zone non desservie par un réseau municipal d'égouts et/ou aqueduc.

SECTION 6 - MISE EN PLACE D'UN PROJET D'AMÉNAGEMENT DE COURS D'EAU

ARTICLE 22 - NORMES RELATIVES À LA MISE EN PLACE

Les travaux d'aménagement visent un cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'un acte réglementaire ou un cours d'eau dont l'intervention projetée ne vise pas le rétablissement de son profil initial selon un acte réglementaire même si cet acte a été abrogé postérieurement.

Les travaux d'aménagement de cours d'eau consistent ainsi à :

- Élargir, modifier, fermer par remblai, détourner, construire, créer, réparer ou stabiliser mécaniquement un cours d'eau.
- Effectuer toute intervention qui affecte ou modifie la géométrie, le fond ou les talus d'un cours d'eau qui n'a pas fait l'objet d'un acte réglementaire.
- Effectuer toute intervention qui consiste à approfondir de nouveau le fond d'un cours d'eau, à modifier son tracé, à le canaliser, à aménager des seuils (barrages), à effectuer une stabilisation mécanique des talus pour une utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires) ou à y installer tout ouvrage de contrôle de débit.

Le propriétaire d'un immeuble qui réalise un aménagement de cours d'eau, qui ne touche que sa propriété et dont il assume la totalité des frais, afin d'obtenir une attestation de conformité de son projet émis par la MRC doit au préalable fournir, en plus de tout autre renseignement ou document requis en vertu de l'article 23, des plans et devis signés et scellés par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui seront présentés pour l'obtention du certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

Une fois l'obtention du certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, un permis émis par la personne désignée selon les conditions applicables prévues au présent règlement.

Suite à la réalisation du projet, ce propriétaire doit alors fournir à la personne désignée une attestation de conformité signée par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ainsi que les plans tel que construit signés et scellés par la personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui a conçu le projet.

SECTION 7 - DEMANDE DE PERMIS

ARTICLE 23 - CONTENU DE LA DEMANDE

Lorsque l'obtention d'un permis est requise en vertu du présent règlement, la demande doit comprendre les renseignements et documents suivants :

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

1. le nom et l'adresse du propriétaire de l'immeuble visé;
2. l'identification, le cas échéant, de la personne que le propriétaire autorise pour le représenter;
3. désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet;
4. nature des travaux pour lesquels un permis est demandé et documents requis ;
5. description des travaux projetés;
6. information sur l'exécution des travaux ;
7. engagement du demandeur;
8. l'engagement écrit du propriétaire d'exécuter tous les travaux selon les exigences du présent règlement et, si applicable, après avoir obtenu le permis ou le certificat exigé par toute autre autorité compétente.
9. une copie des plans et devis signés et scellés par un professionnel qualifié (Article 20 Zone agricole) ou membre d'un ordre professionnel du Québec ou une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec si dans le cadre de travaux forestiers, lorsque son projet est soumis à une telle exigence en vertu d'une disposition du présent règlement ;
10. une étude hydrologique et/ou hydraulique préparée par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec si dans le cadre de travaux forestiers, lorsque son projet est soumis à une telle exigence en vertu d'une disposition du présent règlement;
11. Plan de localisation du projet fourni par la personne désignée.

ARTICLE 24 - TARIFICATION ET DÉPÔT À TITRE DE SÛRETÉ

Aucun tarif n'est exigé pour l'émission d'un permis requis en vertu du présent règlement.

ARTICLE 25 - ÉMISSION DU PERMIS

La personne désignée délivre le permis dans les 30 jours de la réception d'une demande complète si tous les documents et renseignements requis pour ce projet ont été fournis, s'il est conforme à toutes les exigences du présent règlement et si le propriétaire a payé le tarif applicable selon la nature de son intervention.

Au cas contraire, la personne désignée avise le propriétaire, à l'intérieur du même délai, de sa décision de refuser le projet en indiquant les motifs de refus.

ARTICLE 26 - DURÉE DE VALIDITÉ

Tout permis est valide pour une période de 12 mois à compter de la date de son émission. Après cette date, il devient caduc à moins que les travaux ne soient commencés avant l'expiration du délai initial et ne soient complétés dans les 3 mois suivants son expiration. Après l'expiration de ce délai, les travaux doivent faire l'objet d'une nouvelle demande de permis.

Malgré ce qui précède, pour respecter les exigences prévues à une loi ou un règlement d'une autre autorité compétente, le permis peut prévoir des dates ou des périodes au cours desquelles les travaux doivent être effectués ou, le cas échéant, être suspendus. Dans ce cas, le délai de validité du permis est modifié en conséquence.

ARTICLE 27 - AVIS DE FIN DES TRAVAUX

Le propriétaire doit aviser la personne désignée de la date de la fin des travaux visés par le permis.

ARTICLE 28 - TRAVAUX NON CONFORMES

L'exécution de travaux non conformes à une exigence prévue au présent règlement ou la modification des travaux autorisés sans obtenir au préalable une modification du permis est prohibée.

Le propriétaire de l'immeuble est tenu d'exécuter tous les travaux requis pour assurer leur conformité au présent règlement dans le délai qui lui est imparti à cette fin par un avis notifié par la personne désignée.

À défaut par cette personne d'exécuter les travaux requis à l'intérieur du délai imparti, les dispositions des articles 33 et 34 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

SECTION 8 - OBSTRUCTION

ARTICLE 29 - PROHIBITION

Aux fins de la présente section, constitue une obstruction et est prohibé le fait pour le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble riverain de permettre ou de tolérer la présence d'un objet ou d'une matière ou la commission d'un acte qui nuit ou peut nuire à l'écoulement normal des eaux dans un cours d'eau, comme :

- a) la présence d'un pont ou d'un ponceau dont le dimensionnement est insuffisant;
- b) la présence de sédimentation ou de toute autre matière sur le littoral suite à l'affaissement du talus de sa rive non stabilisée ou stabilisée inadéquatement, ou par l'exécution de travaux non conformes au présent règlement ou à tout règlement d'une autre autorité compétente applicable à ce cours d'eau;
- c) le fait de permettre l'accès aux animaux de ferme à un cours d'eau sauf dans le cas d'un passage à gué;
- d) le fait de pousser, déposer ou jeter de la neige dans un cours d'eau dans le cadre d'une opération de déneigement ou à tout autre fin non autorisée;
- e) le fait de laisser ou de déposer des déchets, des immondices, des pièces de ferraille, des branches ou des troncs d'arbres, des carcasses d'animaux morts, ainsi que tout autre objet ou matière qui nuit ou est susceptible de nuire à l'écoulement normal des eaux.

Lorsque la personne désignée constate ou est informée de la présence d'une obstruction dans un cours d'eau, elle avise le propriétaire de l'immeuble visé de son obligation de faire disparaître, à ses frais, cette obstruction dans le délai qui lui est imparti par la personne désignée et, le cas échéant, de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher que cette cause d'obstruction ne se manifeste à nouveau.

Plus particulièrement, la personne désignée peut exiger que le propriétaire exécute des travaux de stabilisation de sa rive pour éviter tout autre affaissement du talus dans le cours d'eau ou qu'il procède à l'exécution des travaux de réparation de la rive à l'endroit du passage prohibé des animaux. Les dispositions de l'article 17 s'appliquent à l'égard de tels travaux si la stabilisation de la rive implique des travaux dans le littoral du cours d'eau.

À défaut par le propriétaire d'exécuter les travaux requis pour l'enlèvement de cette obstruction à l'intérieur du délai imparti, les dispositions des articles 33 et 34 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Nonobstant les dispositions du présent article, lorsque l'obstruction empêche ou gêne l'écoulement normal des eaux et constitue une menace à la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée peut retirer sans délai cette obstruction, sans préjudice aux droits de la municipalité de recouvrer, de toute personne qui l'a causée, les frais relatifs à son enlèvement.

SECTION 9 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 30 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'administration et l'application du présent règlement sont confiées à la personne désignée.

ARTICLE 31 - POUVOIRS DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE

Toute personne désignée peut :

- 31.1 sauf urgence et sur présentation d'une pièce d'identité, visiter et examiner, entre 7h00 et 19h00, toute propriété immobilière et mobilière, pour constater si les dispositions du présent règlement sont respectées. La Sûreté du Québec ou la Sûreté municipale a la responsabilité de faire respecter ce droit d'accès;
- 31.2 émettre un avis au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou à leur fondé de pouvoir, leur enjoignant de corriger une situation qui constitue une infraction au présent règlement;
- 31.3 émettre et signer des constats d'infraction contre tout contrevenant;
- 31.4 suspendre tout permis lorsque les travaux contreviennent à ce règlement ou lorsqu'il est d'avis que l'exécution des travaux constitue une menace pour la sécurité des personnes ou des biens;
- 31.5 révoquer sans délai tout permis non conforme;
- 31.6 exiger une attestation indiquant que les travaux sont effectués en conformité avec les lois et règlements de toute autre autorité compétente;
- 31.7 faire rapport à la MRC des permis émis et refusés ainsi que des contraventions au présent règlement dans les cinq (5) jours;
- 31.8 faire exécuter, au cas du défaut d'une personne de respecter le présent règlement, les travaux requis à cette fin aux frais de cette personne.

PV2014-03-12
Résolution 13531-14 - suite

Article 32 - ACCÈS

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit permettre à la personne désignée ou à tout autre employé ou représentant de la MRC ou de la municipalité locale, y compris les professionnels mandatés à cette fin, l'accès à un cours d'eau pour effectuer les inspections et la surveillance nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Il doit également permettre l'accès de la machinerie et des équipements requis pour l'exécution de travaux. Avant d'effectuer des travaux, la personne désignée doit notifier au propriétaire ou à l'occupant son intention de circuler sur son terrain au moyen d'un préavis d'au moins 48 heures, à moins que l'urgence de remédier à la situation ne l'en empêche.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble qui refuse l'accès prévu au présent article commet une infraction. La Sûreté du Québec ou la Sûreté municipale a la responsabilité de faire respecter ce droit d'accès.

ARTICLE 33 - TRAVAUX AUX FRAIS D'UNE PERSONNE

Si une personne n'effectue pas les travaux qui lui sont imposés par une disposition du présent règlement, la personne désignée peut faire exécuter ces travaux aux frais de cette personne.

Aux fins du présent règlement, les frais comprennent toutes les dépenses effectuées pour l'exécution de ces travaux, incluant les honoraires professionnels d'une personne membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou par une personne membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, si requis.

Toute somme due par un propriétaire à la suite d'une intervention en vertu du présent article est assimilée à une taxe foncière et recouvrable de la même manière. Autrement, la créance est assimilée à une taxe non foncière. Toute somme due porte intérêt au taux d'intérêt en vigueur.

ARTICLE 34 - SANCTIONS PÉNALES

Nonobstant l'existence de tout recours civil, toute personne qui contrevient à une disposition des articles 3 à 21, 26, 27, 28, 29 et 32 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une peine d'amende comme suit :

Pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, l'amende minimale est de 300 \$ et maximale de 1 000 \$ et, s'il s'agit d'une personne morale, l'amende minimale est de 600 \$ et maximale de 2 000 \$.

Pour une récidive, les montants mentionnés à l'alinéa précédent sont doublés.

La peine d'amende peut être exigée pour chaque jour que dure l'infraction, s'il s'agit d'une infraction continue.

ARTICLE 35 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Les annexes A et B sont réputées faire partie intégrante du présent règlement.

SIGNÉ : MICHEL FECTEAU
Préfet

SIGNÉ : JOANE SAULNIER
Directeur général et secrétaire-trésorier

ADOPTÉE

**5.2 Avis de motion - Abrogation de règlements -
Cours d'eau Bertrand, branches 1 et 2**

AVIS DE MOTION est par les présentes donné par le conseiller régional M. Mario Van Rossum à l'effet qu'il sera proposé lors de la prochaine séance, ou à toute autre séance subséquente, un règlement abrogeant tous les règlements relatifs aux branches 1 et 2 du cours d'eau Bertrand.

PV2014-03-12

6.0 **VARIA**

6.1 **Dépôt des documents d'information et rapport des délégués**

Le directeur général et secrétaire-trésorier dépose les documents d'information à l'ensemble des membres soit :

- 1) Conciliation bancaire pour la période « janvier 2014 » version finale et la période « février 2014 » version préliminaire.
- 2) Commission scolaire des Hautes-Rivières : Plan triennal de répartition et de destinations des immeubles - 2014-2017.
- 3) Pacte rural : Mise à jour de février 2014.
- 4) Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu : Décret approuvant l'entente modifiant l'entente relative à la Cour municipale commune de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.
- 5) Gouvernement du Québec : Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Mme Christiane Marcoux fait état de sa participation à la réunion du comité administratif de la MRC du Haut-Richelieu ainsi qu'à un colloque sur la gestion intégrée des matières résiduelles organisé par Réseau Environnement.

M. Jacques Landry fait état de sa participation à la réunion du comité administratif de la MRC du Haut-Richelieu.

M. Réal Ryan fait état de sa participation à la réunion du comité administratif de la MRC du Haut-Richelieu ainsi qu'à un colloque sur la gestion intégrée des matières résiduelles organisé par Réseau Environnement.

Mme Suzanne Boulais fait état de sa participation à un colloque sur la gestion intégrée des matières résiduelles organisé par Réseau Environnement.

Mme Renée Rouleau fait état de sa participation à la réunion du comité de sécurité publique, à une réunion du Steering Committee du Lac Champlain et à une réunion du conseil d'administration de l'Organisme de bassin versant de la baie Missisquoi.

M. Marion Van Rossum fait état de sa participation à la réunion du comité de sécurité publique.

M. Luc Mercier fait état de sa participation à la réunion du comité de sécurité publique.

M. Claude Leroux fait état de sa participation à une réunion du conseil d'administration de Tourisme Saint-Jean-sur-Richelieu et Région.

M. Michel Fecteau, préfet, soumet que plusieurs dossiers régionaux sont en cours, lesquels feront l'objet de discussions ultérieures.

7.0 **PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune question n'est formulée.

8.0 **LEVÉE DE LA SÉANCE**

13532-14 Sur proposition du conseiller régional M. Martin Thibert,
Appuyée par le conseiller régional Mme Christiane Marcoux,

IL EST RÉSOLU:

DE LEVER la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu, ce 12 mars 2014.

ADOPTÉE

PV2014-03-12

Michel Fecteau,
Préfet

Me Joane Saulnier,
Directeur général et secrétaire-trésorier